



Rapport Financier Semestriel
30 juin 2022

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport semestriel d'activité.....	4
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2022	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2022	
3. Autres informations	
Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés	
III. Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2022.....	18
- Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2022, 30 juin 2021 et 31 décembre 2021	
- Situations financières consolidées aux 30 juin 2022 et 31 décembre 2021	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2022, 30 juin 2021 et 31 décembre 2021	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2022, 31 décembre 2021 et 30 juin 2021	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2022, 31 décembre 2021 et 30 juin 2021	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

StreamWIDE
Société Anonyme au capital de 305.329,80 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

(La "Société")

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du premier semestre 2022 figurant au chapitre III du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe STREAMWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre 2022.

Fait à Paris, le 21 octobre 2022

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

StreamWIDE
Société anonyme au capital de 305.329,80 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
30 JUIN 2022

Lors de sa réunion en date du 16 septembre 2022, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du Groupe STREAMWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2022. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2022, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe au premier semestre 2022

1.1 Evénements importants survenus au premier semestre 2022

- o *Légère augmentation des revenus semestriels 2022 : +0,3 M€ à 8,1 M€*

Les revenus semestriels sont de 8,1 M€ (+0,3 M€) et progressent de +4% par rapport au premier semestre 2021.

Les nouvelles plateformes de communications et de business critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus semestriels restent stables au premier semestre 2022 (5,4 M€), représentent toujours la principale source de revenus pour le Groupe (66%) et son relais de croissance dans les prochaines années. Comme déjà indiqué, la massification du projet PCSTORM est en cours et a été confirmée au second trimestre de l'exercice. Une commande significative de nouvelles licences utilisateurs PCSTORM a ainsi été enregistrée pour accompagner la mise à l'échelle du projet.

- o *Diminution conjoncturelle des résultats semestriels 2022*

Le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (EBITDA) diminue de 0,5 M€ par rapport au 30 juin 2021 (-12%). Il s'établit à 3,8 M€ au 30 juin 2022.

Le Résultat Opérationnel Courant (EBIT) ressort quant à lui à +1,1 M€ (-50% par rapport au 30 juin 2021), après des amortissements en hausse au cours du premier semestre 2022.

Le Résultat Net est ainsi de 1 M€, en diminution de (0,8) M€ par rapport au 30 juin 2021 (-44%)

- o *Réorganisation et optimisation des équipes techniques au premier semestre 2022*

Suite au départ du directeur technique début 2022 et au passage à l'organisation Agile, le turnover a été plus important au premier semestre 2022 que lors des périodes précédentes. Ainsi, un coût global, non récurrent, d'environ 0,3 M€ a été constaté au cours des 6 premiers mois de l'exercice, représentant les coûts de "frottement" entre les différents départs et arrivées constatées. Cela explique en partie l'augmentation des charges de personnel constatée au 30 juin 2022 par rapport au premier semestre 2021.

L'effectif du Groupe, au 30 juin 2022, est de 205 personnes, soit + 5 personnes par rapport à fin juin 2021 et -8 personnes par rapport à fin décembre 2021.

- o *Renégociation du bail locatif des bureaux parisiens du Groupe et travaux de rénovation*

Le Groupe a renégocié le bail locatif pour ses bureaux parisiens. L'ancien bail prenant fin en février 2023, le Groupe a renégocié un bail à échéance février 2032. Cette renégociation, impliquant une augmentation de loyers en ligne avec le marché immobilier locatif, s'est accompagnée d'un projet de rénovation des dits locaux, en cours au 30 juin 2022 (budget estimatif de 0,6 M€). La revalorisation des loyers a entraîné celle du droit locatif (+2,2 M€) et des passifs locatifs (+2,4 M€) en contrepartie (traitement conforme à la norme IFRS16).

1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées au sein du Groupe au premier semestre 2022

Nouvelles solutions et marchés porteurs

Le niveau des revenus "plateformes" en 2022 reste encore largement lié au calendrier final des notifications officielles et du déploiement opérationnel des projets ministériels français et européens.

La mise à l'échelle et le déploiement opérationnel du projet PCSTORM sont actés. L'enjeu pour les différents acteurs du projet est maintenant de déployer et de maintenir en condition opérationnelle la plus importante plateforme MCPTT déployée en Europe, et probablement dans le monde.

D'autres appels d'offres d'envergure, en France, en Italie ou encore en Espagne, sont toujours en cours actuellement. Si le Groupe reste confiant dans sa capacité à être retenu dans les consortiums sélectionnés, la conjoncture actuelle l'oblige à rester prudent.

La résilience de l'organisation technique, humaine et financière du Groupe, qui n'est plus à démontrer, lui permet d'être positionné au mieux pour tirer parti de cette croissance à venir du marché des communications et des activités critiques, tout en assurant et en augmentant la qualité "end to end" des produits, de leurs fonctionnalités et de leurs composants (serveurs, applications mobiles et web).

Stabilité des revenus mais renforcement des équipes

Le second semestre de l'exercice devrait confirmer les tendances du premier. Les événements politiques, géopolitiques et économiques du début d'année, et leurs conséquences sur les prochains mois, ne devraient pas impacter de façon significative et structurelle l'activité du Groupe, qui pourrait même profiter, dans ce contexte, de nouvelles opportunités commerciales.

L'année de transition 2022, caractérisée par une croissance modeste des revenus et par une rentabilité et une structure financière toujours solides, va ainsi permettre au Groupe d'optimiser son organisation, pour profiter pleinement de la croissance rentable future, dont l'amplitude reste dépendante de la conjoncture actuelle et du rythme de déploiement des différents projets en cours.

1.3 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2022

Evolution du chiffre d'affaires

Les nouvelles plateformes de communications et de business critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus semestriels restent stables au premier semestre 2022 (5,4 M€), représentent toujours la principale source de revenus pour le Groupe (66%) et son relais de croissance dans les prochaines années.

Concernant le détail des revenus de l'activité "plateformes" de 5,4 M€ au 30 juin 2022, les revenus résultant des licences (3,5 M€) sont stables alors que les flux de maintenance (0,3 M€) augmentent de 0,1 M€, compensant la diminution des revenus de services (-0,1 M€ à 1,6 M€).

Le poids relatif des revenus de licences (près de 65% des revenus de l'activité "plateformes") démontre le dynamisme de l'activité et le développement croissant du nombre d'utilisateurs finaux des solutions. Les mises en production des différentes plateformes impliquent quant à elles des flux de maintenance en progression constante. Cette tendance devrait se confirmer dans les prochains mois.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) progresse de 12% au premier semestre 2022 (+0,3 M€) et représente 34% des revenus semestriels (2,8 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, restent stables au premier semestre 2022 et ressortent à 0,7 M€ au 30 juin 2022, suite principalement à une extension des bases installées d'un opérateur français. Les flux de maintenance "legacy" augmentent de façon importante (+0,3 M€) suite au projet en cours de déploiement chez ce même opérateur français, impliquant du support renforcé pendant la période de migration. Les services "legacy" (0,3 M€) restent quant à eux stables par rapport au premier semestre 2021.

Evolution des résultats

La progression des charges opérationnelles au premier semestre 2022 (+0,8 M€) s'explique essentiellement par une réorganisation en cours au niveau des différentes équipes du Groupe, suite notamment au départ du directeur technique en début d'année, et au retour "à la normale" de l'activité commerciale après des périodes de confinement et de sédentarité.

Ainsi, la masse salariale nette progresse de 0,6 M€ au cours de la période mais comprend 0,3 M€ de coûts ponctuels liés aux arrivées et aux départs constatés depuis le 1er janvier 2022, qui peuvent ainsi être considérés comme non récurrents pour les prochains semestres. Retraité de cet impact, la masse salariale ressort à 3,2 M€, montant cohérent avec le niveau d'activité enregistré au premier semestre.

Concernant les charges externes, leur progression de 0,3 M€ s'explique par des honoraires de recrutement importants (0,15 M€) et des frais marketing et de déplacements en augmentation de 0,1 M€ par rapport au premier semestre 2021, du fait d'un retour "à la normale" de la situation sanitaire. Là encore, le niveau des frais de recrutement est conjoncturel et devrait être moindre au second semestre de l'exercice.

Hors amortissements et après retraitement IFRS 16 des coûts locatifs (-0,3 M€ contre -0,2 M€ au premier semestre 2021), les coûts opérationnels ressortent à 4,3 M€ contre 3,5 M€ au premier semestre 2021. Avant activation des frais de personnels liés aux développements produits (2,7 M€ contre 2,4 M€ au 30 juin 2021), la masse salariale semestrielle (6,2 M€) est en hausse de 0,8 M€, suite (i) à la progression des effectifs au 30 juin 2022 (205 personnes) par rapport au 30 juin 2021 (200 personnes), (ii) aux effets de transition décrits ci-dessus (+0,3 M€) et (iii) aux augmentations accordées fin 2021 (+0,3 M€).

L'augmentation des amortissements au premier semestre 2022 (+0,6 M€) provient de ceux pratiqués sur les frais de développement (2 M€ contre 1,6 M€ au premier semestre 2021) et de ceux relatifs aux droits locatifs, évalués conformément à la norme IFRS 16. Ils devraient se stabiliser à leur niveau actuel dans les prochains mois.

Un nouveau bail pour les locaux parisiens du Groupe ayant été signé en février 2022, la réévaluation à la hausse du droit locatif implique un montant d'amortissements (0,4 M€) supérieur à celui constaté auparavant. Par ailleurs, des travaux de rénovation de ces mêmes locaux ont été entrepris au premier semestre 2022 (montant global de 0,6 M€).

Après prise en compte d'un résultat financier positif (0,3 M€, suite à l'évolution positive du taux de change USD/€ au cours du semestre) et d'un résultat fiscal négatif (-0,4 M€, suite à l'imposition différée passive des frais de développement activés), le résultat net ressort positif à 1 M€, en diminution de 0,8 M€ par rapport au premier semestre 2021.

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2022

2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 juin 2022 se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 5 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

L'activité du Groupe au premier semestre 2022 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en augmentation de 4%, un résultat opérationnel courant positif (1,1 M€) en diminution (-1,1 M€) et un résultat net, après prise en compte des impacts financiers et fiscaux, bénéficiaire de +1 M€, en diminution de 0,8 M€ par rapport au premier semestre 2021.

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2022 sont les suivantes :

en K€	HY 2022	%CA	HY 2021	%CA	Var. (K€)	Var. (%)
Chiffre d'Affaires "Plateformes"	5 372	66%	5 396	69%	-24	0%
Chiffre d'Affaires "Legacy"	2 773	34%	2 461	31%	312	13%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	8 145		7 857		288	4%
Charges de Personnel	-3 490	43%	-2 885	37%	-605	21%
Charges Externes	-1 248	15%	-984	13%	-264	27%
Autres Charges / Produits	392	-5%	344	-4%	48	14%
TOTAL CHARGES avant amortissements	-4 347		-3 525		-822	23%
ROC avant amortissements (*)	3 799	47%	4 332	55%	-533	-12%
Dotations Amortissements et Dépréciations	-2 677		-2 079		-598	29%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)	1 123	14%	2 253	29%	-1 131	-50%
Autres Charges / Produits opérationnels	0		3		-3	
Charges / Produits financiers	309		100		209	
Charges / Produits d'impôts	-392		-500		108	
RESULTAT NET	1 040	13%	1 856	24%	-816	-44%

(*) Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROC avant amortissements) correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, avant amortissements et dépréciations des immobilisations (EBITDA). Le résultat opérationnel courant (ROC) tient compte de ces amortissements et dépréciations (EBIT).

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à +1,1 M€ au titre du premier semestre 2022 (-1,1 M€). Il s'établissait à 2,3 M€ au 30 juin 2021 (-50%). Retraité de l'impact des amortissements de période (2,7 M€ contre 2,1 M€ au 30 juin 2021, dont respectivement 2 M€ et 1,6 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de développement), il est positif de 3,8 M€ contre 4,3 M€ au 30 juin 2021 (-0,5 M€ soit -12%).

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période (confer note 1.1 et 1.3).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats semestriels 2022 sont les suivants :

- *Les charges de personnel* augmentent de 0,6 M€ après activation des frais de développement. Avant cette activation, elles augmentent de 0,8 M€ suite (i) à la progression des effectifs au 30 juin 2022 (205 personnes) par rapport au 30 juin 2021 (200 personnes), (ii) aux effets de "frottements" non récurrents liés aux départs et arrivées au cours du premier semestre 2022 (+0,3 M€) et (iii) aux augmentations accordées fin 2021 (+0,3 M€) ;
- *Les charges externes* augmentent de 0,3 M€. Le retraitement lié à IFRS 16 "Contrats de location" (neutralisation des charges locatives) est identique aux premiers semestres 2022 et 2021 (montant de 0,3 M€). La progression des charges externes s'explique essentiellement par celle des frais marketings et de déplacements, plus élevés qu'en 2021, suite au "retour à la normale" de l'activité commerciale, après des périodes de sédentarisation liées à la pandémie 2020-2021 ;
- *Les autres charges et produits* regroupent les taxes diverses ainsi que les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche, parallèlement aux amortissements pratiqués sur les projets financés (confer règles et méthodes comptables). Ces reprises sont de 493 K€ au 30 juin 2022 contre 416 K€ au 30 juin 2021, ce qui explique la variation constatée.
- *La variation des amortissements* de période est de +0,6 M€ et provient essentiellement des amortissements pratiqués sur les frais de développement activés (2 M€ au 30 juin 2022 contre 1,6 M€ au 30 juin 2021). L'impact net (hors imposition différée) de l'activation des frais de développement est le suivant :
 - o Premier semestre 2021 : activation de 2,9 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 1,6 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,4 M€ : impact net en résultat opérationnel de 1,7 M€, en augmentation de 0,4 M€ par rapport au premier semestre 2020.
 - o Premier semestre 2022 : activation de 2,9 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 2 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,5 M€ : impact net en résultat opérationnel de 1,4 M€, en diminution de 0,3 M€ par rapport au premier semestre 2021.
- *L'impact des produits / charges financiers* est positif de 309 K€, suite essentiellement à des effets de change €/USD plus favorables en 2022 qu'en 2021 ;
- *La charge nette d'impôts* est de 392 K€ au 30 juin 2022, alors qu'elle était de 500 K€ au 30 juin 2021. Depuis 2017, aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu sur les reports déficitaires du Groupe, au-delà des passifs d'impôts différés issus de l'activation des frais de développement. Depuis fin 2020, la valeur nette des frais de développement activés est devenue supérieure à celle des reports déficitaires restant à imputer, et cette tendance devrait se confirmer dans les prochaines années (investissements en hausse dans le développement produits et progression des bénéfices fiscaux). Ainsi, au 30 juin 2022, la valeur nette des frais de développement activés est de 13,1 M€ alors que celle des reports déficitaires est de 7,9 M€. Le solde net (5,2 M€) génère donc un passif d'impôt différé de 1,3 M€. En contrepartie, un impôt différé actif a été constaté sur le retraitement de la provision comptabilisée sur la valeur des actions auto détenues, suite à un cours de bourse devenu inférieur au prix de revient de ces actions. Cet actif (0,3 M€) compense donc le solde des impôts différés au 30 juin 2022. Une charge de période de 0,4 M€ a ainsi été comptabilisée et un montant net de 1,1 M€ est donc inscrit en passif non courant dans la situation financière semestrielle.

Les perspectives de résultat comptable et fiscal du Groupe dans les prochaines années étant positives, l'activation des reports déficitaires restants est pleinement justifiée.

Le résultat fiscal au 30 juin 2022 est détaillé ci-dessous :

en M€	HY 2022	HY 2021	FY 2021	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,2	-0,4	-0,6	0,2
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	-0,1	-0,1	-0,3	0,0
<i>dont filiales françaises</i>	-0,1	-0,1	-0,3	0,0
<i>dont filiales étrangères</i>	-	-	-	-
Impôts courants	-	-	-0,2	-
Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts	-0,3	-0,5	-1,1	0,2

- Les impôts courants ne sont pas significatifs (-12 K€) et proviennent essentiellement des filiales tunisienne et roumaine du Groupe ;
- Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement sont en diminution (-0,2 M€), du fait de la diminution, au premier semestre 2022, des montants nets activés (0,9 M€ contre 1,3 M€ au premier semestre 2021) ;
- Les impôts différés actifs sur reports déficitaires restent stables par rapport au premier semestre 2021, suite à la stabilité des résultats fiscaux de période.

Pour mémoire, la Société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France SAS, pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une diminution de 1,1 M€ pour s'établir à +1,1 M€. Après prise en compte du résultat financier bénéficiaire (+0,3 M€) et des impacts fiscaux négatifs (-0,4 M€), le résultat net semestriel est un bénéfice de +1 M€, en diminution de (0,8) M€ par rapport à celui du 30 juin 2021.

La situation financière au 30 juin 2022 est la suivante :

(En K€)	30-juin-22	31-déc.-21	30-juin-22	31-déc.-21	
Immobilisations incorporelles	13 324	12 452	305	305	Capital social
Immobilisations corporelles	4 484	1 750	20 601	17 630	Primes et réserves
Autres actifs financiers	436	495	-2 417	-3 556	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	79	72	1 040	4 097	Résultat Part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	18 323	14 769	19 529	18 476	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	2 453	2 365	Passifs financiers
Créances clients	9 738	7 677	2 732	511	Passifs locatifs
Autres débiteurs	1 164	1 561	464	403	Provisions à long terme
			1 691	1 636	Produits fiscaux différés
			1 192	1 114	Passifs d'impôts différés
			8 532	6 028	PASSIFS NON COURANTS
Actifs fiscaux	1 764	2 114	663	426	Passifs financiers
			600	441	Passifs locatifs
			-	1	Provisions à court terme
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9 544	8 200	785	1 075	Fournisseurs et autres créditeurs
			3 688	3 340	Dettes fiscales et sociales
			846	818	Produits fiscaux différés
			5 889	3 715	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	22 209	19 552	12 471	9 817	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	40 532	34 321	40 532	34 321	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2022 est de 40,5 M€. La hausse de 6,2 M€ par rapport à la clôture précédente provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 2,9 M€ en valeur brute et 2 M€ d'amortissements, soit une augmentation de 0,9 M€ en valeur nette. Pour mémoire, en 2021 (12 mois), les montants bruts et nets avaient respectivement varié de +6 M€ et +2,5 M€ ;

Le montant immobilisé au seul titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2021 et ressort à 13,1 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2022 ;

- *Augmentation des immobilisations corporelles* de 2,7 M€ suite au nouveau bail locatif pour les locaux parisiens du Groupe (droit d'usage réévalué de 2,1 M€ en valeur nette) et aux travaux en cours concernant la rénovation de ces mêmes bureaux (0,6 M€) ;
- *Augmentation du poste client* de 2 M€ suite essentiellement à une créance significative envers le Ministère de l'Intérieur français, réglée en juillet 2022. Le reste de l'évolution du poste client est conforme à celle de l'activité du Groupe au premier semestre 2022 ;
- *Autres actifs fiscaux* : le solde est principalement constitué du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) au titre de 2021 (1,1 M€) toujours en attente de remboursement (ce dernier devrait intervenir au second semestre de l'exercice) et de celui provisionné au titre du premier semestre 2022 (0,6 M€). Au 31 décembre 2021, le solde comprenait la créance 2020 (0,9 M€), remboursée au premier semestre 2022, et celle au titre de 2021 (1,1 M€).

- *Augmentation de la trésorerie brute* (+1,3 M€ par rapport au 31 décembre 2021) qui s'élève à 9,5 M€ au 30 juin 2022, hors dettes financières et locatives. L'augmentation de la trésorerie d'exploitation provient essentiellement d'une bonne tenue du BFR au premier semestre 2022 (-0,5 M€ dans un contexte de croissance de l'activité). Les investissements effectués dans le développement des nouvelles solutions sont restés soutenus (flux d'investissement net de -5,3 M€, tenant compte des investissements RD pour -2,9 M€, de l'impact IFRS16 lié au nouveau bail locatif et des travaux de rénovation en cours pour -3,3 M€ et du remboursement de la créance CIR 2020 pour 0,9 M€). Enfin, les flux de financement restent positifs (+2,4 M€) suite (i) au remboursement semestriel de l'emprunt obligataire envers le GIAC (-0,2 M€), (ii) au retraitement IFRS16 lié aux passifs locatifs, contrepartie de la réévaluation du droits d'usage (+2,4 M€), (iii) à l'emprunt obtenu pour les travaux de rénovation des locaux parisiens (+0,5 M€) et (iv) aux différents mouvements nets intervenus sur les actions auto détenues (-0,3 M€).

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres* (+1 M€), suite au résultat net positif au 30 juin 2022 (+1 M€) ;
- *Augmentation des passifs financiers courants et non courants* (+0,4 M€) suite aux remboursements de période et à l'obtention d'un nouvel emprunt "travaux" de 0,5 M€
- *Augmentation des passifs locatifs courants et non courants* (+2,4 M€) suite à la réévaluation du droit d'usage lié aux bureaux parisiens du Groupe ;
- *Stabilité des passifs d'impôts différés* : confer note 2.1 et évolution de la charge fiscale de période ;
- *Augmentation des produits fiscaux différés courants et non courants* (+0,1 M€) : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre du CIR, dont l'impact résultat est différé. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous-jacents (projets développés et immobilisés) seront amortis. Au titre du premier semestre 2022, le Crédit d'Impôt Recherche est de 0,6 M€ et la reprise constatée en résultat de 0,5 M€, ce qui explique la variation des soldes constatés au passif ;
- *Augmentation des passifs sur contrats de revenus* (+2,2 M€), qui enregistrent, comme les années précédentes, les facturations faites en fin de période, relatives à des revenus futurs (par exemple, maintenance annuelle facturée d'avance). A noter également une facturation significative effectuée en fin de période envers un client significatif et relative à des revenus du second semestre 2022.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

(en K€)	HY 2022	HY 2021	FY 2021	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	4 200	5 999	7 291	-1 799
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-5 269	-2 903	-6 174	-2 366
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	2 413	174	-2 453	2 239
Variation de trésorerie	1 344	3 270	-1 335	-1 926

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs (+4,2 M€) suite aux résultats de période et à la bonne tenue du BFR (-0,5 M€).

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés au premier semestre 2022, ainsi que l'impact de la réévaluation du droit d'usage des locaux parisiens du Groupe. Le remboursement de la créance CIR 2020 (0,9 M€) a été effectué au cours du premier semestre 2022. Celui de la créance 2021 (1,1 M€) devrait intervenir au cours du second semestre 2022 et financer partiellement les frais de développement engagés.

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement (+2,4 M€) correspondent aux paiements du capital et intérêts liés à l'emprunt obligataire envers le GIAC (-0,2 M€), à l'obtention d'un emprunt pour financer les travaux de rénovation des locaux parisiens (+0,5 M€), à la réévaluation des passifs locatifs en contrepartie de celle du droit d'usage (+2,4 M€) et aux mouvements nets intervenus sur les actions en auto détention (-0,3 M€)

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2021 : l'augmentation de la trésorerie constatée au 30 juin 2022 (+1,3 M€) s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de 4,2 M€ (1,8 M€ par rapport au premier semestre 2021) suite à une CAF positive de 3,7 M€ et à impact positif du BFR (-0,5 M€) ;
- Des flux d'investissement de -5,3 M€ (-2,4 M€ par rapport au premier semestre 2021), suite (i) aux développements continus des nouvelles solutions (2,9 M€), financés en partie par le remboursement de la créance CIR 2020 (-0,9 M€) (ii) à la réévaluation du droit locatifs (+2,4 M€) et (iii) aux travaux de rénovation des locaux en cours au 30 juin 2022 (+0,6 M€) ;
- Des flux de financement positif de 2,4 M€ (+2,2 M€ par rapport au premier semestre 2021), suite essentiellement à l'augmentation des dettes locatives.

2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

L'évolution des différents appels d'offres en cours, en France et en Europe, est multiple. Les notifications sont toujours en attente en Italie et en Espagne et les décisions ministérielles pourraient être encore retardées. En France, le projet RRF (Réseau Radio du Futur) a été confirmé pendant l'été et va ainsi permettre aux technologies développées par le Groupe de s'imposer sur le marché français des communications critiques et d'accélérer l'adoption généralisée de solutions de communications critiques de nouvelle génération.

D'autres catalyseurs importants de croissance sont également présents, via l'écosystème commercial du Groupe, dans de nombreux secteurs et auprès de nombreux acteurs publics et privés, à travers l'Europe, l'Asie du Sud Est ou encore les États-Unis. La résilience du Groupe lui permet d'être positionné au mieux pour tirer parti de cette croissance à venir du marché des communications et des activités critiques ("Field Service Management"), tout en augmentant la qualité de bout en bout des solutions proposées, de leurs fonctionnalités et de leurs composants (serveurs, applications mobiles et web).

Le Groupe n'anticipe pas d'impact négatif, significatif et structurel, des événements politiques, géopolitiques et économiques du début d'année, sur son activité dans les prochains mois.

3. Autres informations

3.1 Facteurs de risques

En termes de risques structurels, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs télécom et des principaux acteurs gouvernementaux ou autres OVI (Opérateurs d'Importance Vitale), ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2022. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée.

Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

Concernant la protection juridique et physique des solutions logicielles commercialisées par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont suivies et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2022.
 - o *Risque de change* : peu de coûts opérationnels sont exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et les revenus en dollar sont plus importants que ces coûts. Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistants au 30 juin 2022, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.
 - o *Risque de taux* : au 30 juin 2022, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe se composent d'un emprunt obligataire à taux variable annuel (Euribor 3 mois + 3,05%), d'un Prêt Garanti par l'Etat de 2,5 M€ à taux fixe et d'un emprunt bancaire de 0,5 M€ également à taux fixe. Le solde de l'emprunt obligataire au 30 juin 2022 (90 K€, remboursé en totalité en juillet 2022) n'implique pas de risque de taux significatif pour le Groupe.

- *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. La structure du poste client au 30 juin 2022 et son évolution au début du second semestre de l'exercice, démontrent la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. Aucun risque structurel n'est identifié au 30 juin 2022.
- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2022 et en cours de période, seuls des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

3.2 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe se compose des six (6) filiales opérationnelles suivantes au 30 juin 2022, sans modification par rapport à l'exercice précédent :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%
- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-22	31-déc.-21	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. BEIJING 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

3.3 Informations sociales et environnementales

(a) Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 30 juin 2022 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 45 personnes
- StreamWIDE Romaniaia : 76 personnes
- StreamWIDE Beijing : 4 personnes
- StreamWIDE Inc. : 10 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 70 personnes

Au 30 juin 2022, le Groupe compte 205 personnes contre 200 fin juin 2021 (+5 personnes) et 213 fin 2021 (-8 personnes).

Par rapport au 30 juin 2021, les mouvements nets intervenus sont les suivants :

- StreamWIDE France : + 6 personnes
- StreamWIDE Romaniaia : - 2 personnes
- StreamWIDE Inc. : - 1 personne
- StreamWIDE Tunisie : +2 personnes

(b) *Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société*

Un accord d'intéressement est en cours depuis juin 2020 et couvre les exercices 2020 à 2022.

Au 30 juin 2022, une provision intéressement de 58 K€ a ainsi été constatée car le seuil de déclenchement (10% de rentabilité nette consolidée) a été atteint.

(c) *Informations environnementales*

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

3.4 Actions d'auto contrôle et Bons de Souscription d'Action

Au 30 juin 2022, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 8.361 actions de la Société contre 6.833 actions au 31 décembre 2021, et présente un solde de liquidité de 72 K€. A noter également que la Société dispose au 30 juin 2022 de 101.008 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions. L'ensemble de ces actions ayant été acquis à un cours moyen supérieur au cours de clôture constaté au 30 juin 2022 (22,1 €), une dépréciation à hauteur de 1.128 K€ bruts a été enregistrée, venant diminuer d'autant la valeur nette des actions auto détenues, telle qu'indiquée dans la situation financière du Groupe au 30 juin 2022 (montant net de 2.417 K€).

Au 30 juin 2022, suite aux différents exercices intervenus au premier semestre 2021, il n'existe plus de Bons de Souscription d'Actions au sein de la Société et du Groupe.

Au 30 juin 2022, le capital social de la Société est de 305.329,80 € et se compose de 3.053.298 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

3.5 Informations concernant la répartition du capital au 30 juin 2022

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 30 juin 2022 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
BE2TEL (P. Beglin)	45,3 %	56,2 %
OKHEMA (L. Gaichies)	17,1 %	21,3 %
Salariés de la Société	3,7 %	3,7 %
Auto détention	3,6 %	-
Public	30,3 %	18,8 %

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double.

Au 30 juin 2022, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 1.979.952 et le nombre théorique total de droits de vote est donc de 5.033.250

STREAMWIDE SA

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

Aux Président Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société StreamWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes au 30 juin 2022, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de la direction et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes intermédiaires consolidés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 21 octobre 2022

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Carine MALVAL

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels– 30 juin 2022

• **Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2022, 30 juin 2021 et 31 décembre 2021**

en K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Note
	<i>(6 mois)</i>	<i>(6 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>	
Licences	4 197	4 241	8 377	
Maintenance	2 081	1 679	3 557	
Prestations de services	1 867	1 936	4 788	
Ventes tiers	0	0	0	
Chiffre d'affaires	8 146	7 857	16 722	7.1
Subventions	0	0	0	
Achats et variations de stocks	0	0	0	7.3
Charges externes	-1 248	-984	-2 171	7.3
Impôts et taxes	-85	-68	-153	
Charges de personnel	-3 490	-2 885	-5 909	7.2
Dotations aux amortissements	-2 677	-2 079	-4 456	7.4
Dotations nettes aux provisions	-29	-4	-21	7.4
Autres produits d'exploitation	506	416	898	7.5
Autres charges d'exploitation	0	0	0	
Résultat opérationnel courant	1 123	2 253	4 910	
Autres produits opérationnels	0	3	3	
Autres charges opérationnelles	0	0	0	7.5
Résultat opérationnel	1 123	2 256	4 913	
Produits de trésorerie et d'équivalents	8	7	10	
Coût financier Brut	-48	-42	-69	
Coût financier Net	-40	-35	-59	7.6
Autres produits financiers	390	154	363	7.6
Autres charges financières	-40	-19	-60	7.6
Charges / Produits d'impôts	-392	-500	-1 060	7.7
Résultat net des activités poursuivies	1 040	1 856	4 097	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	1 040	1 856	4 097	
Part du Groupe	1 040	1 856	4 097	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,35	0,63	1,39	7.8
Résultat dilué par action	0,35	0,63	1,39	7.8

• Situations financières consolidées aux 30 juin 2022 et 31 décembre 2021

en K€	30-juin-22	31-déc.-21	Note
Immobilisations incorporelles	13 324	12 452	8.1
Immobilisations corporelles	4 484	1 750	8.2
Autres actifs financiers	436	495	8.3
Actifs d'impôts différés	79	72	8.4
ACTIFS NON COURANTS	18 323	14 769	
Créances clients	9 738	7 677	8.5
Autres débiteurs	1 164	1 561	8.5
Autres actifs fiscaux	1 764	2 114	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 544	8 200	8.6
ACTIFS COURANTS	22 209	19 552	
TOTAL ACTIFS	40 532	34 321	
Capital	305	305	
Primes	9 819	9 819	
Réserves consolidées	10 781	7 811	
Titres auto détenus	-2 417	-3 556	
Résultat net part du Groupe	1 040	4 097	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	19 529	18 476	8.7
Passifs financiers	2 453	2 365	8.8
Passifs locatifs	2 732	511	8.10
Provisions non courantes	464	403	8.9
Produits fiscaux différés	1 691	1 636	8.10
Passifs d'impôts différés	1 192	1 114	8.10
PASSIFS NON COURANTS	8 533	6 028	
Passifs financiers	663	426	8.8
Passifs locatifs	600	441	8.10
Provisions courantes	0	1	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	785	1 075	8.10
Dettes fiscales et sociales	3 688	3 340	8.10
Produits fiscaux différés	846	818	8.10
Produits constatés d'avance	5 889	3 715	8.10
PASSIFS COURANTS	12 471	9 817	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	40 532	34 321	

• **Etats du résultat global aux 30 juin 2022, 30 juin 2021 et 31 décembre 2021**

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21
Résultat Net	1 040	1 856	4 097
Ecarts de conversion	-224	-75	-167
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-224	-75	-167
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	816	1 781	3 930

• **Variations des capitaux propres consolidés aux 30 juin 2022, 31 décembre 2021 et 30 juin 2021**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 2020	292	7 931	-165	7 861	-98	133	15 954	0	15 954
Opérations sur capital	13	1 885					1 898		1 898
Paiements fondés sur des actions							-1 180		-1 180
Opérations sur titres auto détenus			-1 247	67			0		-
Dividendes									
Résultat Global				1 856	-75		1 781		1 781
Variations de périmètre									
Autres mouvements							0		0
Capitaux propres 30 JUIN 2021	305	9 816	-1 412	9 784	-173	133	18 453	0	18 453
Opérations sur capital		3					3		3
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-2 144	18			-2 126		-2 126
Dividendes							0		-
Résultat Global				2 241	-92		2 149		2 149
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-3	-3		-3
Capitaux propres 31 DEC 2021	305	9 819	-3 556	12 043	-265	130	18 476	0	18 476
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			1 139	-913			226		226
Dividendes							0		-
Résultat Global				1 040	-224		816		816
Variations de périmètre									
Autres mouvements						11	11		11
Capitaux propres 30 JUIN 2022	305	9 819	-2 417	12 170	-489	141	19 529	0	19 529

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2022, 31 décembre 2021 et 30 juin 2021**

(En K€)	30-juin-22	30-juin-21	31-déc.-21
Résultat Net consolidé	1 040	1 856	4 097
<i>Éléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	2 274	1 819	3 933
[IFRS 16] Dotations droits d'usage	403	260	523
Variation des provisions	29	3	-21
Plus ou moins value de cession			
Autres produits d'exploitation (*)	-506	-416	-898
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>3 240</i>	<i>3 522</i>	<i>7 634</i>
Coût de l'endettement financier net	40	35	244
Charge d'impôts sur le résultat	392	500	1 060
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	3 672	4 057	8 938
Variation actifs	-2 298	860	-2 881
Variation passifs	2 827	1 082	1 235
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>528</i>	<i>1 942</i>	<i>-1 646</i>
Impôts versés	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	4 200	5 999	7 291
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-6 284	-3 140	-6 380
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	60	237	206
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	955	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-5 269	-2 903	-6 174
Augmentation (diminution) de capital	0	1 898	1 901
Augmentation (diminution) des emprunts	325	-203	-376
[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives	2 417	-248	-455
[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés	-37	-26	-47
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	-292	-1 247	-3 476
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	2 413	174	-2 453
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	1 344	3 270	-1 336
Trésorerie début de période	8 200	9 536	9 536
Trésorerie fin de période	9 544	12 806	8 200

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe STREAMWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de STREAMWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif, notamment auprès des administrations et des entreprises, avec les solutions **team on mission** et **team on the run**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

STREAMWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2022 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 16 septembre 2022.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport semestriel d'activité. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- *Augmentation des revenus semestriels 2022 : +0,3 M€ soit +4% par rapport au premier semestre 2021*
- *Diminution des résultats semestriels 2022 : le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (EBITDA) diminue de 0,5 M€ par rapport au 30 juin 2021 (-12%). Le Résultat Opérationnel Courant (EBIT) diminue quant à lui de 1,1 M€ (-50% par rapport au 30 juin 2021). Le Résultat Net est de 1 M€, en diminution de 0,8 M€ par rapport au 30 juin 2021 (-44%)*
- *Réorganisation en cours des équipes techniques, suite au passage en mode Agile, entraînant des coûts de personnel non récurrents d'environ 0,3 M€ au premier semestre 2022*
- *Retour "à la normale" des activités marketings et commerciales (déplacements) après des périodes de confinement et de sédentarité (environ 0,2 M€ de coûts supplémentaires par rapport au premier semestre 2021)*
- *Rénovation des locaux parisiens du Groupe et renouvellement du bail locatif avec réévaluation du droit d'usage et des dettes locatives en contrepartie, impliquant une charge d'amortissement supplémentaire de 0,2 M€ au premier semestre 2022*

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés résumés du Groupe STREAMWIDE pour le semestre clos au 30 juin 2022 ont été établis conformément aux dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et sur la base des normes IFRS et des interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2022.

En application de la norme IAS 34, les notes explicatives incluses dans les présents états financiers ont pour objectif :

- de mettre à jour les informations comptables et financières contenues dans les derniers comptes consolidés annuels publiés au 31 décembre 2021 ;
- d'apporter des informations comptables et financières nouvelles sur des éléments significatifs intervenus dans la période.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2022

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 30 juin 2022. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivantes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- Amendements IAS 16 : Produit de la vente avant l'utilisation prévue.
- Amendement IAS 37 : Contrats déficitaires - Coût de l'exécution d'un contrat
- Améliorations annuelles des IFRS 2018-2022 :
 - o IFRS 9 : frais liés au test des "10 %" pour la décomptabilisation des passifs financiers.
 - o IFRS 16 : exemples illustratifs : incitations à la location
 - o IAS 41 : impôts dans les évaluations de la juste valeur

L'application de ces normes et amendements à compter du 1^{er} janvier 2022 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2022.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2022, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2022 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, STREAMWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Ces règles et méthodes comptables étant identiques dans les comptes statutaires, notamment lorsque qu'un prix de vente moyen est retenu pour tenir compte d'un nombre estimé de commandes futures pour un même client à la clôture d'un exercice, l'application de la norme IFRS 15 n'entraîne pas de retraitement spécifique en consolidation.

Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française.

Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2022, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Passifs locatifs courants et non courants

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un "spread" pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de STREAMWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2022, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et passifs sur contrats de revenus

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-22	31-déc.-21	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. BEIJING 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Licences	4 197	4 241	8 377	-44
Maintenance	2 081	1 679	3 557	402
Prestations de services	1 867	1 937	4 788	-70
Ventes Tiers	-	-	-	-
TOTAL CA	8 145	7 857	16 722	288
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
Produits des activités ordinaires	-	-	-	-

Les nouvelles plateformes de communications et de business critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus semestriels restent stables au premier semestre 2022 (5,4 M€), représentent toujours la principale source de revenus pour le Groupe (66%) et son relais de croissance dans les prochaines années.

La massification du projet PCSTORM est en cours et a été confirmée au second trimestre de l'exercice. Une commande significative de nouvelles licences utilisateurs PCSTORM a ainsi été enregistrée pour accompagner la mise à l'échelle du projet.

En parallèle, le partenariat avec Airbus SLC continue à se développer et permet au Groupe d'enregistrer de façon récurrente des commandes de licences, de support et de services professionnels.

Concernant le détail des revenus de l'activité "plateformes" de 5,4 M€ au 30 juin 2022, les revenus résultant des licences (3,5 M€) sont stables alors que les flux de maintenance (0,3 M€) augmentent de 0,1 M€, compensant la diminution des revenus de services (-0,1 M€ à 1,6 M€). Le poids relatif des revenus de licences (près de 65% des revenus de l'activité "plateformes") démontre le dynamisme de l'activité et le développement croissant du nombre d'utilisateurs finaux des solutions. Les mises en production des différentes plateformes impliquent quant à elles des flux de maintenance en progression constante. Cette tendance devrait se confirmer dans les prochains mois.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) progresse de 12% au premier semestre 2022 (+0,3 M€) et représente 34% des revenus semestriels (2,8 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, restent stables au premier semestre 2022 et ressortent à 0,7 M€ au 30 juin 2022, suite principalement à une extension des bases installées d'un opérateur français. Les flux de maintenance "legacy" augmentent de façon importante (+0,3 M€) suite au projet en cours de déploiement chez ce même opérateur français, impliquant du support renforcé pendant la période de migration. Les services "legacy" (0,3 M€) restent quant à eux stables par rapport au premier semestre 2021.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Salaires et traitements	2 558	2 189	4 511	369
Charges sociales	874	696	1 398	178
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	3 432	2 885	5 909	547

	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Cadres	205	200	213	5
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	205	200	213	5

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2022, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 30 juin 2022 est de 2.746 K€, contre 2.450 K€ au 30 juin 2021 et 4.921 K€ au 31 décembre 2021. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé semestriel.

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Charges de personnel en résultat	3 432	2 885	5 909	547
Frais de développement activés	2 746	2 450	4 921	296
TOTAL charges brutes	6 178	5 335	10 830	843

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 843 K€. Cette augmentation provient essentiellement (i) d'un effet "volume" notamment au sein de la filiale française (+7 personnes), (ii) de l'augmentation attribuée fin 2021 (+0,2 M€) et (iii) de coûts de "frottement" liés aux différents départs / arrivées constatés au premier semestre 2022 (+0,3 M€), ces coûts pouvant être considérés comme non récurrents. La variation globale des effectifs (+5 personnes par rapport au 30 juin 2021 et -8 par rapport au 31 décembre 2021) n'a pas eu d'impact sur le coût moyen, stable par rapport aux précédents semestres.

Au 30 juin 2022, l'effectif total du Groupe s'élève à 205 personnes contre 200 un an plus tôt. Ce sont essentiellement les équipes de R&D qui ont été réorganisées afin d'adopter une nouvelle organisation de développement en mode Agile, pour permettre au Groupe d'être encore plus réactif et de maintenir son avance technologique.

A noter également que le Groupe a mis en place un accord d'intéressement pour la période 2020-2022 et qu'une provision de 58 K€ a ainsi été constatée au 30 juin 2022.

7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Achats de marchandises	-	-	-	-
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	0	0	0	0
Achats études et prestations de services	71	43	80	28
Achats non stockés de marchandises	54	41	183	13
Sous traitance	55	17	188	38
Locations et charges locatives	285	362	653	-77
<i>Retraitement IFRS 16</i>	-265	-270	-523	5
Entretiens, réparations et maintenance	28	32	71	-4
Assurances	69	40	76	29
Commissions et honoraires	407	284	641	123
Publicités, expositions et insertions	110	79	219	31
Transports, déplacements et missions	89	26	42	63
Frais postaux et télécoms	136	95	276	41
Redevances	0	6	77	-6
Autres	209	229	188	-20
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 248	984	2 171	264

L'application depuis le 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 "Contrats de location" entraîne la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagnant, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, des amortissements et une dépréciation de ces droits d'usages remplacent les charges locatives (confer note 8.2 – Immobilisations corporelles). Au 30 juin 2022, l'impact est une diminution des charges locatives du Groupe de 265 K€ et une augmentation de 165 K€ des amortissements de période (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

Retraité de cet impact, les autres charges externes augmentent de 264 K€ sur la période par rapport au premier semestre 2021, suite essentiellement à des honoraires de recrutement non récurrents (0,1 M€) et à des frais marketings et commerciaux en augmentation (+0,1 M€) suite au retour à des activités en présentiel plus importantes que lors de la pandémie 2020-2021.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	2 072	1 638	3 571	434
<i>dont frais de recherche et développement</i>	2 031	1 576	3 444	455
Dotations aux amortissements corporels	605	441	885	164
Dotations aux amortissements	2 677	2 079	4 456	598
Dotations aux provisions	30	15	32	15
Reprises de provisions	-1	-11	-11	10
Dotations aux provisions	29	4	21	25

Les amortissements des frais de développement sont de 2.031 K€ au 30 juin 2022 contre 1.576 K€ au 30 juin 2021 et 3.444 K€ en 2021.

A compter du 1^{er} juillet 2017, les durées d'amortissement des solutions **team on mission** et **team on the run** ont été portées de 1 et 3 ans à 5 ans, suite aux premiers succès commerciaux rencontrés. Les durées d'amortissement n'ont pas été modifiées depuis.

Les amortissements constatés au premier semestre 2022 augmentent par rapport à ceux du premier semestre 2021 (+455 K€). Cette progression s'explique par une augmentation importante des valeurs brutes activées en 2021 (5.940 K€ en 2021 contre 4.500 K€ en 2020), qui se répercute ainsi sur les amortissements des périodes ultérieures. Le niveau des amortissements devrait se stabiliser dans les prochains mois, car les montants bruts activés devraient également se stabiliser, voire diminuer, alors que les durées d'amortissement (5ans) ne seront pas modifiées. Les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées régulièrement tout au long de l'année permettent cependant d'avoir une approche récurrente d'une période à l'autre.

Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2022 est de 13.068 K€, contre 12.223 K€ au 31 décembre 2021 (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 12.431 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. La valeur nette globale des frais de développement activés est inférieure à une seule année de revenus du Groupe, ce qui reste prudent et conservateur. Aucun risque de surévaluation des actifs de R&D n'est donc porté par le Groupe.

Les amortissements corporels sont directement impactés par l'application à partir du 1^{er} janvier 2019 d'IFRS 16 "Contrats de location" et par les charges qui en découlent (175 K€ au 30 juin 2022 contre 261 K€ au 30 juin 2021).

Les dotations aux provisions comptabilisées au 30 juin 2022, tout comme au 30 juin 2021, ne sont pas significatives.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (506 K€ au 30 juin 2022) correspondent essentiellement à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (493 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des Crédits d'Impôt Recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements augmentant au premier semestre 2022 par rapport au premier semestre 2021 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche augmentent également légèrement (493 K€ contre 416 K€ au 30 juin 2021).

Les *autres produits opérationnels* comptabilisés au premier semestre 2022 ne sont pas significatifs.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Produits sur placements de trésorerie	8	7	10	1
Coût financier brut	-48	-42	-69	-6
Coût financier net (charges nettes)	-40	-35	-59	-5
Gains de change	384	154	337	230
Pertes de change	-39	-19	-39	-20
Produits nets de cessions d'actifs	4	-	5	-
Total Impact Financier	309	100	244	209

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération très faibles en 2022, comme en 2021.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017 et échéance finale troisième trimestre 2022).

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique à compter du 1^{er} janvier 2019 de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 37 K€ au 30 juin 2022 (contre 26 K€ au 30 juin 2021).

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net positif de 345 K€ contre un produit net de 135 K€ au 30 juin 2021 et 298 K€ fin 2021. Les variations de change ont donc été plus favorables en 2022 qu'en 2021 et devraient être confirmées d'ici la fin de l'exercice.

Risque de change

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts et des revenus), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 30 juin 2022.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Charges d'impôts

La charge d'impôts est de 392 K€ au 30 juin 2022 (contre une charge de 500 K€ au 30 juin 2021 et de 1.060 K€ au 31 décembre 2021) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Impôts exigibles	12	37	147	-25
Impôts différés	380	463	913	-83
Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)	392	500	1060	-108

Les impôts exigibles ne sont pas significatifs et proviennent essentiellement des filiales tunisienne et roumaine du Groupe.

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Leur variation provient essentiellement des positions retenues au 30 juin 2022, sans changement par rapport à celles de 2021 (non activation, au niveau de toutes les sociétés du Groupe, des déficits fiscaux constatés en clôture, au-delà des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement). Les résultats importants réalisés depuis 2019 et l'augmentation des frais de développement activités impliquent, depuis fin 2020, une position nette d'imposition différée passive, car le solde net des frais de développement est maintenant supérieur à celui des déficits fiscaux encore disponibles.

Le taux d'imposition différée retenu est de 25% au 30 juin 2022, contre 26,5% au 31 décembre 2021, conformément à la diminution programmée et progressive de l'impôt société d'ici fin 2022.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 30 juin 2022 :

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21
Résultat opérationnel	1 123	2 256	4 913
Coût de l'endettement financier net	-40	-35	-59
Autres produits et charges financiers	349	135	303
Taux d'impôt théorique	25,00%	26,50%	26,50%
Impôt théorique	358	624	1 367
Impôt courant	12	37	147
Impôt différé	380	463	913
Impôt réel	392	500	1 060
Taux d'impôt réel	27,37%	21,22%	20,55%
Ecart sur taux	2,37%	-5,28%	-5,95%
Ecart sur impôt	34	-124	-307
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice		-38	
Déficits créés dans l'exercice	137	55	
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	-3	2	-143
Différences permanentes et autres éléments	-100	-143	-164
	34	-124	-307

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2022, les reprises sont de 493 K€, générant ainsi un écart d'impôt de +123 K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".
- (ii) Les déficits fiscaux générés au 30 juin 2022 par, essentiellement, l'entité américaine (592 K€) n'ont pas été activés au 30 juin 2022, ce qui implique un écart significatif entre l'impôt réel et l'impôt théorique (-148 K€).

Au 30 juin 2022, la société mère StreamWIDE SA ne dispose plus de déficits propres avant intégration fiscale.

Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 7.863 K€, après prise en compte d'un déficit fiscal d'intégration de (316) K€ (dont +235 K€ provenant de StreamWIDE France SAS) au 30 juin 2022.

Concernant la filiale américaine StreamWIDE Inc., seuls 219 K€ de reports déficitaires sont reconnus au 30 juin 2022, position retenue depuis 2019 (confer note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés"). Le montant global des reports déficitaires de la filiale américaine est de 2,4 M€ au 30 juin 2022.

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2021	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 946 269
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 946 269
Au 30 juin 2022	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2021	3 053 298	106 841	2 946 457	490 793
31.01.2022		1 700	2 944 757	491 155
28.02.2022		-2 170	2 946 927	490 857
31.03.2022		1 783	2 945 144	490 637
30.04.2022		1 321	2 943 823	490 888
31.05.2022		-1 503	2 945 326	490 655
30.06.2022		1 397	2 943 929	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 944 984
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 944 984

Le Groupe dispose, au 30 juin 2022, de 109.369 actions en auto détention, dont 101.008 au titre de son programme de rachat d'actions et 8.361 dans le cadre de son contrat de liquidité.

Le capital social de la Société, au 30 juin 2022, est de 305.309,80 € et se compose de 3.053.098 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 30 juin 2022, 30 juin 2021 et 31 décembre 2021 :

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Résultat Net Part du Groupe	1 040	1 856	4 097	-816
Effet net d'impôt des actions dilutives	-	-	-	-
Résultat net Part du Groupe	1 040	1 856	4 097	-816
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 944 984	2 944 272	2 946 269	712
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	-	-
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 944 984	2 944 272	2 946 269	712
Résultat de base par action (en €)	0,35	0,63	1,39	-0,28
Résultat dilué par action (en €)	0,35	0,63	1,39	-0,28

Au 30 juin 2022, le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen dilué d'actions sont identiques, car il n'existe plus d'instruments dilutifs.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-21	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-22
Frais de développement	39 990	2 875		42 865
Concessions, brevets et licences	1 216	62	20	1 258
Autres immobilisations incorporelles	55	7	5	57
Valeurs brutes	41 261	2 944	25	44 180
Frais de développement	-27 767	-2 031		-29 798
Concessions, brevets et licences	-990	-39	20	-1 009
Autres immobilisations incorporelles	-52	-2	5	-49
Amortissements	-28 809	-2 072	25	-30 856
Valeurs nettes	12 452	872	50	13 324

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38. Les montants activés au premier semestre 2022 sont de 2.875 K€ contre 2.913 K€ au premier semestre 2021 et 5.940 K€ en 2021. Cette stabilité s'explique par des effectifs RD relativement stables sur la période. Le montant de sous traitance a été réduit au premier semestre 2022 et aucun coût significatif ne devrait être engagé d'ici fin 2022. Le nombre d'heures consacrées au développement est de 98.065 contre 94.108 au semestre précédent. Le coût horaire moyen global de développement reste stable au sein du Groupe sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variation
Frais de développement activés	2 875	2 913	5 940	-3 065
Amortissements de la période	-2 031	-1 576	-3 444	1 413
Frais de développement cumulés	42 865	36 963	39 990	2 875
Amortissements cumulés	-29 797	-25 899	-27 767	-2 030
Valeur nette	13 068	11 064	12 223	845

Les frais de développement (valeur nette de 13.068 K€ au 30 juin 2022) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés.

Ces amortissements augmentent au 30 juin 2022 par rapport au 30 juin 2021 (2.031 K€ contre 1.576 K€) suite à la seule évolution des valeurs brutes activées, car les durées d'amortissements n'ont pas été modifiées, la dernière modification étant intervenue en 2017 (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-21	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	30-juin-22
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	3 095	795	21	3 869
<i>dont immobilisations en cours</i>	-	615	-	615
Droits d'usage	2 481	2 614	417	4 678
Valeurs brutes	5 622	3 409	438	8 593
Installations techniques	-46			-46
Installations générales, matériel, bureau	-2 261	-203	-49	-2 513
<i>dont immobilisations en cours</i>	-	-	-	-
Droits d'usage	-1 565	-402	417	-1 550
Amortissements	-3 872	-605	368	-4 109
Valeurs nettes	1 750	2 804	806	4 484

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Au cours du premier semestre 2022, les locaux parisiens du Groupe ont été rénovés et le bail a été renouvelé jusqu'en février 2032. Les travaux entrepris ne sont pas entièrement terminés au 30 juin. Ainsi, des immobilisations corporelles en cours à hauteur de 593 K€ ont été enregistrées.

A compter du 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) ont été comptabilisés à hauteur de 4.678 K€ en valeur brute, et tiennent compte de la revalorisation du bail locatifs des locaux parisiens du Groupe (nouveau bail du 15.02.2022 au 14.02.2032 avec un loyer annuel de 320 K€ HT et une franchise de loyer en début de bail de 7 mois). Au 30 juin 2022, un amortissement cumulé de 1.550 K€ est également constaté, soit une dotation complémentaire de 402 K€ au titre du premier semestre 2022, contre 261 K€ au titre du premier semestre 2021.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-21	Acquisitions	Cessions	30-juin-22
Dépôts de garantie	298	44		342
Autres actifs financiers non courants	197		-103	94
Valeurs brutes	495	44	-103	436
Amortissements / provisions	-			-
Valeurs nettes	495	44	-103	436

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; les variations de période correspondent essentiellement à l'ajustement du dépôt de garantie lié au nouveau bail locatif des bureaux parisiens ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (72 K€ au 30 juin 2022 contre 154 K€ au 31 décembre 2021), suite aux mouvements nets de période.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2021	2 133	247	-3 347	-75	-1 042
<i>Impôts différés actifs</i>					72
<i>Impôts différés passifs</i>					-1 114
Variations Actif	83	17		40	
Variations Passif			-216		
Ecart sur taux	5				
Valeur nette au 30 juin 2022	2 221	264	-3 563	-35	-1 113
<i>Impôts différés actifs</i>					79
<i>Impôts différés passifs</i>					-1 192

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.221 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2022 :

- sur déficits fiscaux français : 2.142 K€ (2.061 K€ au 31 décembre 2021)
- sur déficits fiscaux américains : 79 K€ (72 K€ au 31 décembre 2021)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux négatifs au 30 juin 2022. Les impôts différés actifs n'ont pas été reconnus au 30 juin 2022 sur cette partie des déficits, dans l'attente de perspectives positives aux USA.

Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 (72 K€, incluant les écarts de taux) restent cependant inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, car leur imputation reste probable.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- au 30 juin 2022, la société StreamWIDE SA ne dispose plus de déficits propres pré intégration fiscale. Dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 7.863 K€ de reports déficitaires au 30 juin 2022 représentant 2.149 K€ d'actifs d'impôts différés. Depuis 2020, le montant net des frais de développement activés est devenu supérieur au montant des reports déficitaires, qui ont donc été de fait entièrement activés depuis le 31 décembre 2020. Cette position reste identique au 30 juin 2022, justifiée par les perspectives de résultats fiscaux positifs que le Groupe anticipe dans les prochaines années.
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 13.063 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 3.563 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 264 K€ à la clôture du semestre, dont 17 K€ au titre du premier semestre 2022. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 35 K€ d'impôts différés passifs au 30 juin 2022.

Au 30 juin 2022, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé passif net de 1.113 K€, car les passifs d'impôts différés générés par l'activation des frais de développement sont, depuis l'exercice 2020, supérieurs aux actifs d'impôts différés issus des reports déficitaires restant à imputer au 30 juin 2022. Les règles antérieurement appliquées par le Groupe et les perspectives de résultat fiscal positif dans les prochaines années justifient l'activation de ces reports déficitaires.

8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-22	31-déc-21	Variation
Créances clients	9 738	7 677	2 061
Autres débiteurs	1 164	1 561	-397
Autres actifs fiscaux	1 764	2 114	-350
Total Net	12 666	11 352	1 314

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 30 juin 2022 et 31 décembre 2021 :

En K€	31-déc-21	Augmentation	Diminution	30-juin-22
Créances clients brutes	8 097	2 091		10 188
dont Factures A Etablir	3 507	788		4 295
Pertes de valeur	-420	-30		-450
Créances clients nettes	7 677	2 061	-	9 738

L'évolution du poste clients reflète un niveau d'encaissement satisfaisant au cours du premier semestre 2022, qui permet d'absorber d'autant la hausse des créances clients, avec, en contrepartie, une augmentation de la trésorerie brute au 30 juin 2022 par rapport à la clôture annuelle 2021. Une créance significative envers le Ministère de l'Intérieur français explique le solde du poste client au 30 juin 2022. Cette créance a été apurée en juillet 2022.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 4.295 K€ au 30 juin 2022) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (sept principaux à fin juin 2022).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 95 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés au troisième trimestre 2022 (7.668 K€ sur la période juillet-septembre 2022) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

Balance Agée au 30 juin 2022

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	9 728	9 244	250	234	
<i>dont FAE</i>	4 295	4 295			
Créances douteuses brutes	460				460
Pertes de valeur	-450				-450
Créances clients nettes	9 738	9 244	250	234	10
		95%	3%	2%	0%

Balance Agée au 31 décembre 2021

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	7 667	7 159	378	130	
<i>dont FAE</i>	3 507	3 507			
Créances douteuses brutes	430				430
Pertes de valeur	-420				-420
Créances clients nettes	7 677	7 159	378	130	10
		93%	5%	2%	0%

Au 30 juin 2022, les créances non échues correspondent à des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 4.295 K€ dont près de 89% sont représentés par 17 factures identifiées envers 7 clients seulement. Ces factures seront établies au second semestre 2021 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, fin 2021, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 3.507 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 66% par 21 factures significatives envers 6 clients, établies et réglées en 2022.

Au 30 juin 2022, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (460 K€ TTC), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêté des comptes semestriels 2022.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 610 K€), des charges constatées d'avance pour 326 K€ et des avances faites à certains fournisseurs dans le cadre de projets futurs (148 K€).

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2022, cette créance CIR est composée de celle au titre du premier semestre 2022 pour un montant de 576 K€ et de celle au titre de l'exercice 2021 toujours en attente de remboursement (1.122 K€).

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2022

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	9 738	9 738		9 738	
Autres débiteurs	1 164	1 164		1 164	
Autres actifs fiscaux	1 764	1 764		1 764	
Equivalent de trésorerie	-	-	-		
Trésorerie	9 544	9 544	9 544		
Total créances nettes	22 210	22 210	9 544	12 666	-

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2021

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	7 677	7 677		7 677	
Autres débiteurs	1 561	1 561		1 561	
Autres actifs fiscaux	2 114	2 114		2 114	
Equivalent de trésorerie	215	215	215		
Trésorerie	7 985	7 985	7 985		
Total créances nettes	19 552	19 552	8 200	11 352	-

Au cours du premier semestre 2022, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 5.593 K€, soit près de 69% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe. Au 30 juin 2021, 62% du chiffre d'affaires semestriel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs (et 57% au titre de l'ensemble de l'année 2021).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-22	31-déc-21	30-juin-21	Variation
Placements à terme	-	215	152	-215
Comptes courants bancaires	9 544	7 985	12 654	1 559
Total	9 544	8 200	12 806	1 344

Les placements à terme, au 30 juin 2022, ressortent à zéro. Cependant, un montant de 1.000 KTDN (312 K€) a été de nouveau placé dès le 1^{er} juillet 2022 (contre 215 K€ fin 2021). Ce compte à terme bénéficie d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 9.544 K€ au 30 juin 2022, en augmentation de 1.344 K€ par rapport à la clôture annuelle 2021.

Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 4.200 K€, suite notamment au résultat de période (1.040 K€), à une Capacité d'Auto Financement positive de 3.672 K€ et à la variation maîtrisée du BFR (variation de - 528 K€);
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -5.269 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (2.875 K€ au 30 juin 2022 contre 2.913 K€ au 30 juin 2021 et 5.940 K€ au 31 décembre 2021). Le remboursement des Crédits d'Impôt Recherche 2020 (955 K€) a été obtenu sur la période, ce qui limite d'autant le financement de ces investissements. La créance au titre de 2021 (1.122 K€) devrait être obtenue avant la fin de l'exercice 2022. Les flux d'investissement enregistrent également la réévaluation du bail locatif des bureaux parisiens du Groupe à hauteur de 2.613 K€, ainsi que les investissements effectués dans la rénovation de ces mêmes locaux (593 K€ au 30 juin 2022) ;
- (iii) *des flux nets de financement positifs* à hauteur de 2.413 K€, suite (i) aux remboursements nets de l'emprunt obligataire envers le GIAC intervenus sur la période (180 K€), (ii) à l'obtention d'un prêt travaux à hauteur de 500 K€, (iii) au reclassement lié à IFRS 16 "Contrats de location" à hauteur de 2.380 K€ (augmentation des dettes locatives et intérêts financiers d'actualisation) et (iv) aux mouvements de période intervenus sur les actions auto détenues (-292 K€, tenant compte de la dépréciation constatée au 30 juin 2022 à hauteur de 913 K€, net d'effet fiscal différé).

Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2022, les comptes à terme à rendement garanti ne sont plus investis, mais l'ont été de nouveau, dès le 1^{er} juillet 2022, à hauteur de 312 K€ (1.000 KTND).

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-22	31-déc-21	Variation
Capital social	305	305	0
Prime d'émission	9 819	9 819	0
Réserve légale	31	30	1
Résultats non distribués	11 791	11 878	-87
Titres auto détenus	-2 417	-3 556	1 139
Total	19 529	18 476	1 053

La *capital social* de la société mère StreamWIDE SA n'a pas enregistré de modification au cours du premier semestre 2022. Il se compose de 3.053.298 actions d'une valeur nominale de 0,10 € chacune.

La *prime d'émission* (9.819 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires (i) lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€), (ii) lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (2.633 K€) et lors des opérations relatives aux souscriptions, en 2015, et exercices, en 2021, des 2.325.000 BSA (1.901 K€).

Les *réserves consolidées* correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (31 K€) aux résultats non distribués (11.791 K€), le montant obtenu (11.822 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (12.170 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (- 489 K€) et "autres variations" (141 K€).

Le montant en "*titres auto détenus*" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

Titres autodétenus

	31-déc-21	Acquisitions	Cessions	30-juin-22
En nombre d'actions	106 841	11 269	-8 741	109 369
En montants (€uro)	3 556 396	290 990	-213 632	3 633 754

Au 30 juin 2022, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 8.361 actions de la Société contre 6.833 actions au 31 décembre 2021, et présente un solde de liquidité de 72 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 154 K€ au 31 décembre 2021. A noter également que la Société dispose au 30 juin 2022 de 101.008 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions. L'ensemble de ces actions ayant été acquis à un cours moyen supérieur au cours de clôture constaté au 30 juin 2022 (20,6 €), une dépréciation à hauteur de 1.128 K€ bruts a été enregistrée, venant diminuer d'autant la valeur nette des actions auto détenues, telle qu'indiquée dans la situation financière du Groupe au 30 juin 2022 (montant net de 2.417 K€).

Au cours du premier semestre 2022, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat s'est élevé à 11.269 actions (au cours moyen de 25,82 €) et le nombre d'actions cédées à 8.741 (au cours moyen de 24,90 € pour un prix de revient moyen de 35,04 €). La moins-value ainsi réalisée (89 K€) est inscrite en réserves consolidées.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-22	31-déc-21	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	2 453	2 365	88
Total	2 453	2 365	88

Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-22	31-déc-21	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	663	426	237
Total	663	426	237

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Au 30 juin 2022, le solde de l'emprunt obligataire est de 89 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017 et prendra fin en juillet 2022 (dernière échéance de 90 K€ classée en passifs financiers courants).

En juillet 2020, le Groupe a obtenu un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant global de 2.522 K€. Le Groupe a opté pour un amortissement sur 5 ans, avec une année de différé de remboursement. Les premières échéances de remboursement interviendront donc au quatrième trimestre 2022, puis seront trimestrielles jusqu'en juillet et août 2026. La dette financière globale a donc été classée en passifs financiers non courants (échéances > 1 an) à hauteur de 2.051 K€ et en passifs financiers courants à hauteur de 471 K€.

Enfin, le Groupe a obtenu, en avril 2022, un emprunt bancaire auprès du Crédit Lyonnais pour un montant de 500 K€ afin de financer les travaux réalisés dans les locaux parisiens du Groupe. Cet emprunt a une durée de 5 ans et un taux de 0,8%. Les échéances > 1 an ont été classées en passifs financiers non courants (402 K€). Les échéances < 1 an ont quant à elles été classées en passifs financiers courants (98 K€).

La dette financière obligataire est assortie de ratios financiers, calculés en fonction des données consolidées annuelles du Groupe et qui se résument comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2022, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle, tous les ratios sont respectés.

Risque de taux

Le PGE supporte un taux fixe de 0,29% annuel assorti d'une garantie allant de 0,25% la première année à 1% les 3 dernières années de remboursement.

La dette bancaire de 500 K€ supporte un taux fixe de 0,8% annuel.

La dette obligataire supporte un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%) mais n'est plus significative au 30 juin 2022 et a été entièrement remboursée en juillet 2022.

Le Groupe n'est donc plus exposé au risque de taux dans la mesure où ses dettes financières supportent toutes un taux fixe.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-22	31-déc-21	Variations
Avantages du personnel	464	403	61
Total Provisions	464	403	61
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-22	31-déc-21	Variations
Litiges	-	1	-1
Total Provisions	0	1	-1

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2021	403	1
Dotations	61	
Utilisations		
Reprises sans objet		-1
Au 30 juin 2022	464	0

Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	30-juin-22	31-déc-21
Taux d'actualisation	3,03%	0,90%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2022, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2021).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante au premier semestre 2022 :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2021	403
Coûts des services rendus	21
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	39
Au 30 juin 2022	464

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2022 s'élève donc à 62 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2022.

8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	30-juin-22	31-déc-21	Variations
Passifs locatifs non courants	2 732	511	2 221
Passifs locatifs courants	600	441	159
Produits fiscaux différés non courants	1 691	1 636	55
Produits fiscaux différés courants	846	818	28
Passifs d'impôts différés	1 192	1 114	78
Fournisseurs et autres créditeurs	785	1 075	-290
Dettes sociales	1 485	1 209	276
Dettes fiscales	2 203	2 131	72
Produits constatés d'avance	5 889	3 715	2 174
Total autres passifs	17 423	12 650	4 773

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître un passif locatif en contrepartie du droit d'usage activé. Au 30 juin 2022, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 2.732 K€ et 600 K€, pour un passif locatif total de 3.332 K€. L'augmentation importante par rapport à la clôture 2021 s'explique par le nouveau bail signé par le Groupe pour ses bureaux parisiens à compter de février 2022 pour une durée de 10 ans. Dans ce cadre, les loyers annuels ont été de fait réévalués (ancien bail datant de 2014) impliquant la réévaluation du droit locatif et des dettes locative en contrepartie.

Les produits fiscaux différés correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2017 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2021, le solde de 2.454 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2019 :	377 K€
- au titre de l'exercice 2020 :	955 K€
- au titre de l'exercice 2021 :	1.122 K€

Suite aux amortissements constatés au premier semestre 2022, une reprise de CIR à hauteur de 493 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2019 et diminue le solde au titre de 2020 de 116 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 30 juin 2022 est de 2.537 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2020 :	839 K€
- au titre de l'exercice 2021 :	1.122 K€
- au titre du premier semestre 2022 :	576 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2019 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de ceux de 2020, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 à 5 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont de 1.192 K€ au 30 juin 2022 contre 1.114 K€ au 31 décembre 2021. Ils proviennent principalement du retraitement lié à l'activation des frais de développement. L'impact net cumulé de ce retraitement est, depuis l'exercice 2020, supérieur aux reports fiscaux déficitaires (13,0 M€ contre 7,9 M€ de reports fiscaux à fin juin 2022, soit un montant net de 5,1 M€), ce qui implique donc une position nette passive d'impôts différés pour les sociétés françaises du Groupe (5,1 M€ * 25%, soit 1,2 M€), représentant dans le cadre de l'intégration fiscale, une seule et même entité fiscale.

Les fournisseurs et autres créditeurs diminuent au 30 juin 2022 par rapport au 31 décembre 2021, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2022, et ont été réglées en juillet 2022. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture semestriel 2022, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 30 juin 2022 et sa variation.

Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus) proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 30 juin 2022 provient (i) de factures établies en fin de période envers un client significatif (client identique depuis fin 2018 mais avec des montants différents, ce qui explique la variation constatée au 30 juin 2022) et (ii) d'une facture établie dans le cadre d'un projet de massification du nombre d'utilisateurs sur une plateforme à installer dans sa version définitive en septembre 2022.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2022 et 31 décembre 2021 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2022

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	3 116	3 116		3 116	
Dettes locatives	3 332	3 332		3 332	
Fournisseurs et autres créditeurs	785	785		785	
Dettes fiscales et sociales	3 688	3 688		3 688	
Produits différés CT/MT	9 618	9 618		9 618	
Total	20 539	20 539	-	20 539	-

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2021

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	2 791	2 791		2 791	
Dettes locatives	952	952		952	
Fournisseurs et autres créditeurs	1 075	1 075		1 075	
Dettes fiscales et sociales	3 340	3 340		3 340	
Produits différés CT/MT	7 283	7 283		7 283	
Total	15 441	15 441	-	15 441	-

A noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créditeurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains.

Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus) ainsi que les dettes locatives ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements non appréhendés dans le temps.

Concernant les dettes financières, leur détail et leur structure de remboursement ont été détaillés en note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants.

Au 30 juin 2022, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications critiques à destination des administrations et entreprises (**team on mission** et **team on the run**). Les règles et la nature des revenus étant identiques, le Groupe continue donc à ne présenter qu'un seul secteur d'activité. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation (SaaS et "on premise") pourraient cependant coexister à terme, éléments qui justifieraient alors une présentation sectorielle détaillée s'il en était nécessaire.

En conséquence, en 2022, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2022 et 2021, ainsi qu'à l'exercice 2021, sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variations
CA France	6 703	6 090	12 499	613
CA Export	1 442	1 767	4 223	-325
dont Europe	825	750	1 678	75
dont Amériques	387	746	2 128	-359
dont Afrique	105	174	234	-69
dont Moyen Orient	49	50	82	-1
dont Russie	-	-	-	-
dont Asie - Pacifique	76	47	101	29
TOTAL CA	8 145	7 857	16 722	288

La répartition géographique des revenus est de 82/18 (France / Export) au titre du premier semestre 2022 contre 75/25 en 2021. Le poids relatif des revenus "France" progresse en 2022, suite notamment aux revenus générés par le projet PCSTORM, par le partenariat technologique avec Airbus SLC et par le marché interministériel MSI. Les succès commerciaux à venir devraient se concrétiser d'abord au niveau du marché national du Groupe.

Le chiffre d'affaires "France" progresse de 613 K€ suite aux revenus liés au déploiement du projet PCSTORM et au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus SLC.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue quant à lui pendant la période (-325 K€), suite essentiellement à une diminution des revenus "Amériques". Cette baisse s'explique par une vente de licences importante réalisée au premier semestre 2021, par nature non récurrente, et qui n'a pas été compensée au premier semestre 2022.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

Depuis 2019, le Groupe distingue également les revenus issus de son activité historique "legacy" et ceux issus de son activité "plateformes", relative aux nouvelles solutions de communications critiques **team on mission** et **team on the run**. Ils se détaillent comme suit au 30 juin 2022:

(en K€)	30-juin-22	30-juin-21	31-déc-21	Variations
CA "Plateformes"	5 372	5 396	10 971	-24
CA "Legacy"	2 773	2 461	5 751	312
TOTAL CA	8 145	7 857	16 722	288

Depuis 2018, la croissance des revenus du Groupe provient très majoritairement des nouvelles solutions de communications critiques et sécurisées, développées par le Groupe depuis quelques années. L'exercice 2021 et le premier semestre 2022 confirment encore cette tendance et valident la stratégie du Groupe et son repositionnement vers des marchés porteurs et à fort potentiel. L'activité "legacy" représente toujours un marché de niche où des opportunités existent en fonction des différentes périodes considérées.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2022, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 - Passifs financiers courants et non courants), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2022, même s'il n'existe pas d'obligation contractuelle, ces ratios sont tous respectés.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2022 (détention cumulée de 64,8% du capital social et de 77,5% des droits de vote).

Enfin, deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leur montant et leur durée de validité. Au 30 juin 2022, le montant global d'engagement est de 36,1 K€ sans changement par rapport au 31 décembre 2021.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère, qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 202.636 € bruts au titre du premier semestre 2022, contre 187.460 € au premier semestre 2021. Cette rémunération a été versée à hauteur de 132.702 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 69.934 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Pour rappel, au titre de l'exercice 2021, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 377.290 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 252.777 €, et de la société américaine pour 123.513 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2022.